

www.artisansdelatransition.org

Artisansdela**Transition**

LaRevue
Durable

Pour le pire ou pour le meilleur

**Sixième investisseur mondial
dans des entreprises actives dans la filière
du charbon, la place financière suisse
peut atténuer ou aggraver la destruction
du climat**

Rapport rédigé sur la base de *The financiers and Investors
Behind the Global Coal Industry*, Urgewald, Berlin, 2021

Pour le pire ou pour le meilleur

Sixième investisseur mondial dans des entreprises actives dans la filière du charbon, la place financière suisse peut atténuer ou aggraver la destruction du climat

* Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz sont codirecteurs de l'association Artisans de la transition www.artisansdelatransition.org

Fin 2020, 95 acteurs financiers suisses détenaient 20,5 milliards de dollars d'actions et d'obligations d'entreprises très fortement actives dans la filière du charbon.

Et entre octobre 2018 et octobre 2020, cinq institutions financières suisses – dont Credit Suisse, UBS et la Banque cantonale de Zurich – ont accordé pour 5,9 milliards de dollars de prêts à des entreprises actives dans la filière du charbon. Octobre 2018, c'est la date de parution du rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) sur ce qu'il faut faire pour contenir le réchauffement à 1,5°C¹.

Ces chiffres sur l'ampleur de la contribution des institutions financières suisses à des entreprises actives dans la filière la plus émettrice de gaz à effet de serre sont les plus complets et précis divulgués à ce jour.

Ils proviennent d'une immense étude effectuée par l'ONG allemande Urgewald² et révèlent l'irresponsabilité des principaux acteurs financiers suisses et l'impéritie des autorités fédérales, incapables de rappeler ces acteurs à l'ordre pour que la Suisse aide à gagner la bataille du climat.

« Sortir du charbon » est l'action la plus urgente à mener pour contenir le réchauffement à 1,5°C. Par son énorme soutien aux entreprises actives dans cette filière, la place financière helvétique contribue aujourd'hui à détruire le climat. Elle pourrait au contraire mettre tout son poids financier au service du sauvetage de ce bien commun. Une démarche concertée qui réunirait les principaux investisseurs suisses aurait de très bonnes chances de convaincre les entreprises où elle investit ou à qui elle prête massivement de fermer leurs mines et leurs centrales à charbon d'ici 2030 pour les pays de l'OCDE, d'ici 2040 ailleurs.

En coopération avec trente autres organisations, Urgewald a épluché les rapports de gestion et les sites internet des entreprises les plus impliquées dans l'exploitation du charbon. Ces entreprises figurent sur la Global Coal Exit List (GCEL) qu'Urgewald dresse depuis 2017. Est inscrite sur cette liste toute entreprise qui remplit l'un des trois critères suivants :

- **au moins 20 % de ses revenus proviennent de l'exploitation du charbon ;**
- **au moins 20 % de l'électricité qu'elle produit proviennent du charbon ;**
- **elle produit au moins 10 millions de tonnes de charbon par an s'il s'agit d'une entreprise minière ou détient au moins 5 gigawatts de puissance électrique alimentée au charbon s'il s'agit d'une entreprise électrique ;**

Sur les 934 entreprises qui figurent sur la GCEL, Urgewald a réussi à identifier les institutions qui financent 446 d'entre elles, dont une centaine de banques, assurances et gestionnaires de fortune suisses.

Pourquoi il est urgent de désinvestir du charbon

Pourquoi s'intéresser ainsi au charbon ? Parce que le charbon est la principale source de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique. A lui seul, ce combustible fossile entraîne 40 % des émissions mondiales de CO₂. Supprimer les investissements dans l'industrie du charbon est la mesure la plus décisive que les institutions financières doivent prendre de toute urgence pour éviter la destruction – irréversible – du climat hospitalier pour l'humanité à très court terme.

Le rapport spécial du Giec sur un réchauffement planétaire de 1,5°C calcule que 61 à 78 % des capacités de production d'électricité à partir du charbon existantes doivent être fermées d'ici 2030. Il s'agit de fermer, en dix ans, entre les deux tiers et les trois quarts des plus de 6700 unités de production d'électricité en service dans le monde. Toutes les centrales à charbon doivent être fermées d'ici 2030 dans les pays de l'OCDE et d'ici 2040 ailleurs³.

C'est évidemment là une tâche colossale à laquelle il faut s'atteler au plus vite, et qui rend la prochaine décennie cruciale pour l'avenir de l'humanité entière.

Les investissements

Urgewald identifie un total de 95 institutions financières suisses qui investissent dans 163 entreprises de la GCEL pour un montant global de près de 20,5 milliards de dollars. A elles seules, les dix premières institutions financières (qui figurent dans le Tableau 1) de la liste de ces 95 institutions totalisent 95 % de tous les placements de la place financière suisse dans des entreprises actives dans la filière du charbon qu'Urgewald a réussi à identifier.

Tableau 1 : Placements des dix institutions financières suisses qui investissent le plus dans les entreprises de la GCEL, en millions de dollars, au 31 décembre 2020 (ou à la dernière date disponible)

	Obligations	Actions	Total
UBS	1 416	5 533	6 950
Pictet	361	5 056	5 417
BNS	-	2 619	2 619
Credit Suisse	417	2 165	2 582
Banque cantonale de Zurich	190	415	605
Vontobel	282	244	526
GAM Holding	103	103	206
Chubb Limited	196	-	196
Swiss Life	45	107	152
Julius Bär	22	110	132
Autres (85 institutions)	415	693	1 109
Total	3447	17 045	20 492

Source : Urgewald, 2021.

Les prêts

En plus des investissements, l'enquête d'Urgewald montre qu'entre octobre 2018 et octobre 2020, cinq institutions financières suisses ont prêté 5868 millions de dollars à 21 entreprises de la GCEL.

Tableau 2 : Prêts accordés aux entreprises de la GCEL entre octobre 2018 et octobre 2020

	Prêts (en millions de dollars)
Credit Suisse	4 024
UBS	731
Habib Bank Zwitterland	632
Banque cantonale de Zurich	433
Chubb Limited	47
Total	5 868

Source : Urgewald, 2021.

Au bilan, l'ensemble des investissements des acteurs financiers suisses dans des entreprises actives dans la filière du charbon place la Suisse au sixième rang mondial et l'ensemble des prêts à cette industrie entre octobre 2018 et octobre 2020 la place au douzième rang mondial. L'étude d'Urgewald révèle ainsi, pour la première fois, l'ampleur du soutien global de la place financière helvétique aux entreprises actives dans la filière du charbon. Jusqu'à présent, seule la plus grande partie des prêts de Credit Suisse et d'UBS⁴ et des investissements de la BNS⁵ dans cette filière était connue.

Tableau 3 :

**Classement des entreprises les plus soutenues
par les institutions financières suisses**

Entreprises	Secteurs d'activité	Pays	Puissance installée (charbon) (GW)	Part du charbon dans la production d'électricité	Part des revenus issus du charbon	Production annuelle de charbon (en millions de tonnes)	Projets d'expansion (charbon) en MW	Projets d'expansion production de charbon	Total des investissements (actions et obligations) des acteurs financiers suisses en millions de dollars	Total des prêts des acteurs financiers Suisses en millions de dollars
Duke Energy Corporation	Electricité	Etats-Unis	17	27 %	25 %	-	-	-	1 180	1 022
Enel SpA	Electricité	Italie	10	16 %	< 20 %	-	-	-	1 765	-
Ameren Corporation	Electricité	Etats-Unis	5	69 %	32 %	-	-	-	1 697	-
Glencore PLC	Extraction	Suisse	-	-	> 20 %	123,9	-	Oui	194	1 421
American Electric Power Co Inc (AEP)	Electricité, extraction	Etats-Unis	13	63 %	40 %	1,2	-	-	1 176	-
Air Products & Chemicals Inc	Services	Etats-Unis	-	-	-	-	Oui	-	1 033	-
XCEL Energy Inc	Electricité	Etats-Unis	7	35 %	22 %	-	-	-	940	-
Electricité de France SA (EDF Group)	Electricité	France	6	1 %	< 10 %	-	-	-	479	376
Southern Company	Electricité	Etats-Unis	10	22 %	15 %	-	-	-	825	-
BHP Group Ltd	Extraction	Australie	-	-	3 %	27,5	-	Oui	785	-
WEC Energy Group Inc	Electricité	Etats-Unis	2	52 %	21 %	-	-	-	752	-
CMS Energy Corporation	Electricité	Etats-Unis	2	43 %	19 %	-	-	-	724	-
State Power Investment Corporation (SPIC)	Electricité, extraction, services	Chine	36	> 30 %	> 20 %	81,9	20 000	-	11	579

Source : Urgewald, 2021.

Des politiques de sortie du charbon creuses

Pourquoi de tels chiffres ? Parce que dans leur grande majorité, les acteurs financiers suisses n'ont tout simplement pas de politique de sortie du charbon. Et lorsqu'ils en affichent une, elle est incohérente. Par exemple, la Banque nationale suisse (BNS) ou l'assureur Swiss Life excluent de leur portefeuille les entreprises minières qui extraient du charbon tout en continuant d'investir dans des entreprises qui produisent de l'électricité en brûlant du charbon dans leurs centrales. Mais si le charbon est un investissement risqué ou dommageable, pourquoi l'exclure au stade de l'extraction et pas le long de toute cette filière ?

Autre incohérence notoire : ces politiques sur le charbon formulent des seuils d'exclusion des entreprises en termes relatifs – le plus souvent en pourcentage des revenus issus du charbon. Mais pour qu'une politique d'exclusion soit efficace, elle doit notamment définir des critères d'exclusion en termes absolus, soit la production totale de charbon ou la puissance installée fonctionnant au charbon. L'entreprise Glencore illustre bien ce point. Bien qu'elle soit l'un des plus grands producteurs mondiaux de charbon, cette production représente moins de 30 % de ses revenus. Résultat : Glencore échappe à la plupart des politiques d'exclusion du charbon !

Le cas d'EDF est encore plus spectaculaire : cette entreprise française est surtout connue pour son engagement dans la filière nucléaire. Or, elle est aussi un acteur majeur de la filière du charbon.

Et puis, leurs politiques ont beau être déjà intrinsèquement trop faibles, les acteurs financiers ne prennent souvent même pas la peine de les appliquer. Alors qu'en 2019, Credit Suisse s'était engagé à ne plus financer de nouvelles mines ni de nouvelles centrales à charbon, il a accordé, en 2020, 1287 millions de dollars de prêts aux entreprises de la GCEL, dont le producteur de charbon australien Whitehaven, l'entreprise indienne engagée dans l'expansion des mines de charbon en Inde Vedanta et la Siberian Coal Energy Company (SUEK), la plus grande entreprise de charbon russe.

UBS affirme financer les exploitants de centrales qui tirent au maximum 30 % de leur électricité du charbon. En réalité, elle investit largement dans des entreprises électriques qui dépassent ce seuil, par exemple AEP ou Ameren. Ce sont là quelques exemples parmi bien d'autres.

Les données collectées par Urgewald confirment la récente étude de l'Office fédéral de l'environnement (Ofev) qui indique – globalement, sans divulguer aucun détail – que 80 % des 179 plus grandes institutions financières suisses investissent encore dans des sociétés minières qui exploitent le charbon. Selon l'étude de l'Ofev, plus de 50 % des institutions suisses ayant annoncé sortir du charbon détiennent toujours des titres dans des entreprises qui extraient ou exploitent du charbon⁶.

Des fonds de placement aux noms trompeurs

Par exemple, en février 2020, le Groupe Pictet annonçait qu'au 31 décembre 2019, ses investissements dans l'industrie des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) s'élevaient à 250 millions de francs suisses et qu'il s'engageait à les réduire à zéro d'ici la fin 2020. Or, les chiffres d'Urgewald révèlent qu'en 2021, Pictet reste un acteur majeur de la filière du charbon.

Si la déclaration de février 2020 se rapporte au bilan des investissements du Groupe Pictet elle-même, sa politique de sortie de l'industrie des énergies fossiles ne concerne de toute évidence pas ses fonds de placement, qui continuent de miser massivement sur cette industrie. Son bien mal nommé fonds Clean Energy, par exemple, à tort classifié dans la catégorie Sustainable Investments de la Swiss Funds Data, comporte, parmi ses dix plus grandes positions, trois entreprises qui figurent sur la GCEL : AES Corporation, RWE et Enel.

Agir vite !

Avec les grosses manifestations sur le climat en 2019 et les procès contre les activistes qui stigmatisent certaines institutions financières suisses, la place financière helvétique est sous pression. Ce qui conduit les représentants des principales institutions sur la sellette – Credit Suisse, UBS, BNS – à faire des déclarations trompeuses sur la prise en compte du climat dans leur gestion financière. La vérité est que si quelques petits acteurs, comme des caisses de pension, prennent bel et bien des mesures⁷, les plus gros acteurs ne montrent aucun signe qu'ils se donnent les moyens effectifs de sortir de toute urgence du charbon pour garder une chance de respecter la frontière de 1,5°C de hausse de température en accord avec les recommandations du Giec.

Les données d'Urgewald révèlent plutôt que les acteurs financiers se complaisent dans des déclarations sans fondement ou, au mieux, incohérentes. Et c'est toute la population suisse et ses élus qui sont ainsi menés en bateau sur le sujet vital du climat.

Pour sortir du charbon d'ici 2030 ou 2040, voici ce que les acteurs financiers et la Confédération devraient faire.

Les investisseurs

La marge d'amélioration des politiques de sortie du charbon est énorme. Les institutions financières devraient immédiatement :

- **définir des seuils d'exclusion véritablement ambitieux**
- **agir sur l'ensemble de la filière et utiliser des critères d'exclusion en termes absolus, de production totale de charbon ou de puissance totale installée fonctionnant au charbon**
- **utiliser des bases de données complètes, par exemple la GCEL⁸.**

L'idéal serait que les financeurs helvétiques se concertent afin de pouvoir utiliser tout leur pouvoir de négociation pour demander aux entreprises

de la GCEL d'adopter *un plan de fermeture* de leurs actifs charbonniers d'ici le 1^{er} janvier 2022, permettant une sortie d'ici 2030 ou 2040, selon la zone géographique, conformément aux analyses du Giec.

Il est impératif de demander la fermeture et non la vente des actifs en exploitation. L'absence d'adoption d'un tel plan avant le 1^{er} janvier 2022 pour tous les actifs charbonniers devrait entraîner l'exclusion définitive de la société des investissements des acteurs financiers. Les associations professionnelles – des banquiers, des assureurs et des gestionnaires de fonds – ont une énorme responsabilité à assumer sur ce plan. Récemment, la banque française Crédit Mutuel a adopté une politique de sortie du charbon authentiquement ambitieuse et efficace.

Les autorités fédérales

Le Conseil fédéral mène jusqu'au 15 mars 2021 une consultation sur le besoin de transparence et de transposition en Suisse de la régulation de l'UE sur la taxonomie verte – qui permet de dire si un produit financier est durable ou non. Le travail d'Urgewald démontre qu'il est urgent d'imposer à tous les acteurs financiers, y compris en Suisse, l'obligation de publier des informations claires, sérieuses, comparables et largement compréhensibles sur l'impact carbone de leurs activités.

Sans transparence, il n'y a pas de contrôle possible. Et sans contrôle fondé sur des critères sensés, quelle que soit la stratégie de décarbonation du marché financier adoptée, elle sera de toute façon vouée à l'échec.

Il est urgent d'en finir avec le greenwashing, cette pratique indigne trop courante qui consiste à faire croire qu'une activité est durable sur le plan écologique et climatique alors qu'elle est en réalité hautement destructrice. Là aussi, pour avancer sur ce plan, la Suisse devrait adopter sans tarder la taxonomie verte européenne.

Plus largement, un tel plan de sortie du charbon – et de toutes les énergies fossiles – nécessite une coordination au plus haut niveau à l'échelle

internationale. Des initiatives circulent, notamment l'idée d'un traité sur la non-prolifération des combustibles fossiles.

La Suisse ferait honneur à son histoire et à son peuple en rejoignant la bataille pour aider un tel plan à se concrétiser rapidement. ●

Notes

- 1) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, **Réchauffement planétaire de 1,5°C, Résumé à l'intention des décideurs, 2018.**
- 2) Urgewald, Reclaim Finance, Rainforest Action Network, 350.org Japan et 25 autres organisations. **The Financiers and Investors Behind the Global Coal Industry**, Berlin, 2021.
- 3) Climate analytics. **Global and regional coal phase-out requirements of the Paris Agreement: Insights from the IPCC Special Report on 1.5°C**, 2019.
- 4) Rainforest Action Network et coll. **Banking on Climate Change**, Fossil Fuel Finance report, 2020.
- 5) Artisans de la transition. **Sur le climat, la BNS égare la place financière suisse**, Fribourg, 2020.
- 6) 2° Investing Initiative, Wüest Partner. **Bridging the Gap Measuring Progress on the Climate Goal Alignment and Climate Actions of Swiss Financial Institutions**, Office fédéral de l'environnement, Berne, 2020.
- 7) LaRevueDurable. **La campagne de désinvestissement de l'industrie des énergies fossiles recueille ses premiers fruits**, LaRevueDurable n°65, automne-hiver 2020-2021, pp. 60-65.
- 8) Reclaim Finance. **Coal Policy Tool**, 2020.

© Artisans de la transition, Fribourg, février 2021, www.artisansdelatransition.org
Ce rapport repose en partie sur une étude effectuée par l'ONG allemande Urgewald
Correction : Anne Florence Perrenoud
Graphisme : www.ventdouest.ch - Photo de couverture : Albert Hyseni on Unsplash



Obtenez les Rapports sur les investissements
de la Banque Nationale Suisse dans l'industrie des énergies fossiles
sur www.artisansdelatransition.org

**Les Artisansde laTransition mènent un travail de fond
pour dynamiser la transition écologique :**

DÉSINVESTISSEMENT
CONVERSATIONS CARBONE
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE
NUMÉRIQUE ÉTHIQUE
LAREVUEDURABLE

**Participez par votre don
ou par votre adhésion !**

Artisansde laTransition
Rue de Lausanne 23
1700 Fribourg
IBAN : CH2300768300140932307
www.artisansdelatransition.org